

PLF 2017 :

Les boucs émissaires des Finances en ont ras le bol !

Après le Comité Technique Ministériel de Bercy du 4 juillet, quatre jours auront suffi pour connaître la signification de la phrase, prononcée par le président de séance, sur la situation de l'emploi : « *une baisse significative des suppressions d'emplois sera inscrite dans le projet de Loi de Finances 2017* ».

1 512 suppressions, c'est le verdict, dont les fédérations syndicales auront été informées uniquement par voie de presse !

Ces suppressions viennent se cumuler aux plus de 30 000, subies sans interruption depuis 2002 et représentent rien de moins que 60% de l'ensemble de celles de la Fonction Publique de l'État !

Le gouvernement justifie une décélération de la tendance observée ces dernières années, du fait principalement de la mise en œuvre du prélèvement à la source et des mesures pour lutter contre le terrorisme.

Au vu de la situation actuelle dans les services et de ces contraintes nouvelles, le seul objectif viable serait au minimum un moratoire sur les emplois.

Dans une période où les missions économiques et fiscales exigent de plus en plus de technicité et de professionnalisme, les ministres Sapin et Macron persistent dans une politique de l'emploi où les différentes restructurations en cours ont pour but, non pas une exigeante amélioration du service public économique et financier mais une simple adaptation à une politique budgétaire d'austérité sans issue.

Cette politique crée une situation de plus en plus anxiogène pour les agents dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader, comme le révèlent depuis plusieurs années les rapports des acteurs de prévention.

FO Finances ne saurait accepter une telle situation sans devoir apporter des propositions d'action aux personnels.

FO Finances prendra contact avec ses homologues fédéraux dans les prochaines semaines.

Paris, le 8 Juillet 2016